

Document

Le gouvernement néerlandais veut réduire de 20 % les dépenses publiques(23.09)

Le Monde – 22.09.

La tempête va souffler sur les polders. L'image est du premier ministre néerlandais lui-même : défendant un vaste plan d'austérité devant les députés, Jan Peter Balkenende a admis, il y a quelques jours, que jamais depuis l'après-guerre les Pays-Bas n'avaient été soumis à un effort aussi considérable.

Les trois partis au pouvoir aux Pays-Bas (chrétien-démocrate, travailliste et protestant conservateur) veulent réduire de 20 % au total les dépenses publiques. Quarante milliards d'euros devraient être épargnés annuellement, y compris dans les domaines de la Sécurité sociale, du logement ou des allocations familiales. L'âge de la retraite serait porté à 67 ans. La fiscalité devrait être revue, l'augmentation des salaires limitée et le secteur financier "*remis en ordre*". Le gouvernement y a investi, au total, 50 milliards d'euros.

M. Balkenende veut aussi limiter l'immigration, en durcissant notamment les règles du regroupement familial. Le député populiste Geert Wilders a proposé de frapper d'une taxe de 1 000 euros les femmes qui porteraient le foulard islamique dans la rue...

Le projet gouvernemental est "*une mission exceptionnelle*" mais qui n'est en rien impossible si le pays fait preuve de "*conviction*" et d'"*ouverture au changement*", a indiqué la reine Beatrix dans son discours du trône, le 15 septembre. M. Balkenende et son ministre des finances, Wouter Bos (travailliste), ont ensuite défendu l'idée qu'il fallait réagir avec une vigueur inhabituelle pour contrer les effets de la crise économique.

La crise frappe brutalement un pays très exportateur, qui était revenu à l'équilibre budgétaire et connaissait, avant 2008, une situation de quasi-plein-emploi. Cette année, l'économie néerlandaise devrait reculer de près de 5 %, le taux de chômage grimperait à 8 % et la dette publique atteindrait 66 % du produit intérieur brut (elle a crû de 50 % en un an).

"Le temps de réfléchir"

Sans contester le diagnostic, beaucoup s'interrogent toutefois sur la méthode choisie par le gouvernement Balkenende. Affirmant que "*le pays est en plein milieu de la crise*" et qu'il est exclu d'aggraver sa situation, la coalition renvoie en fait le début de la phase d'austérité au printemps 2010, un an avant les prochaines législatives. D'ici là, une vingtaine de groupes de travail devront élaborer les moyens concrets de réduire les dépenses publiques et le rôle de l'Etat. Un procédé qui laisse dubitatif : "*Cela créera de l'incertitude et l'incertitude n'est pas bonne*", souligne Elmer Sterken, professeur d'économie à Groningue. "*Qu'un gouvernement pense résoudre une telle crise de cette manière est énorme...*"

Les détracteurs soulignent les contradictions d'une coalition qui, il y a quelques mois seulement, décidait de débloquer 6 milliards pour aider les entreprises, stimuler la consommation et lancer de grands travaux.

"*Assainir maintenant serait déraisonnable. Soyez heureux que nous prenions le temps de réfléchir*", rétorque le ministre des finances à ses détracteurs. M. Balkenende a, quant à lui, semblé plus qu'hésitant lorsqu'il s'est agi de répondre aux questions de l'opposition sur les aspects concrets de son plan. "*Je n'étais pas en forme*", a admis, le lendemain, le chef du gouvernement.

Les chefs de l'opposition ont justifié la vivacité de leurs critiques par le "*manque de vision*" et de "*leadership*" du premier ministre. Le chef du Parti libéral, Mark Rutte, a lancé à son adresse : "*Gouvernez ou partez.*"